

# COUP DE FORCE : LA PÉTITION CONTRE LA LOI YADAN EST ENTERRÉE



«La commission des Lois a décidé de classer cette pétition lors de sa réunion du 15 avril 2026 à 12h30». Voilà le message qui apparaît en lettres rouges sur le site de l'Assemblée Nationale, sur la page de la pétition contre la Loi Yadan. Il n'était plus possible d'ajouter sa signature.

C'était une véritable lame de fond populaire qui s'était levée contre ce projet de loi visant à criminaliser l'antisionisme et le soutien à la cause palestinienne, en élargissant toujours plus le délit «d'apologie du terrorisme». La pétition venait de dépasser les 700.000 signatures et ne cessait de progresser, malgré les diffamations médiatiques. Début avril, le clan gouvernemental avait tenté de passer en force à l'Assemblée et avait dû reculer. Ce mercredi 15 avril, le RN et les macronistes ont donc «classé» la pétition, ce qui permet d'éviter un débat public à l'Assemblée. Le nombre colossal de signatures aurait dû permettre d'organiser un débat, mais la commission des lois a voté contre cette possibilité, en prononçant le classement par 30 députés contre 21 pour l'examen. Ce vote entraîne le rejet pur et simple de la pétition.

C'est une insulte contre les centaines de milliers de signataires de la deuxième pétition la plus soutenue de l'histoire de France. Elle est désormais enterrée, et aucun recours n'est possible. La loi sera votée le 17 avril.

Ce déni de démocratie est habituel en France. En juillet dernier, la pétition contre la Loi Duplomb avait recueilli 1.900.000 signataires. C'était un immense message contre l'agro-industrie, l'usage de pesticides, et pour une alimentation saine. Un mouvement soutenu par des scientifiques, des malades du cancer, des syndicats paysans, des écologistes... Malgré cela, non seulement le projet de loi n'avait pas été suspendu, mais il avait été imposé en urgence avec l'aide de l'extrême droite, juste avant les vacances parlementaire. La ministre de l'Agriculture Annie Genevard expliquait dans les médias que «beaucoup ignorent la réalité de ce qu'il y a dans ce texte», que «l'agriculture française est la plus vertueuse au monde» ou encore que «le gouvernement a le soucis de protéger notre agriculture et notre capacité de production». Traduction : les français sont trop bêtes, ils n'ont rien compris, et les presque deux millions d'opposant·es sont des ignorant·es qui n'ont pas le droit d'être entendu·es.

En avril 2023, alors que des millions de manifestant·es étaient dans la rue contre la réforme des retraites, la gauche diffusait une pétition pour dissoudre la BRAV-M, cette unité de police ultra-violente qui sème la terreur à Paris, comme le moyen miraculeux de faire reculer la répression. Elle avait recueilli plus de 260.000 signatures. La commission des lois devait décider soit de débattre du texte, soit de classer la pétition. **Cela a duré moins de 10 secondes : le rapporteur macroniste au Parlement avait estimé que cela visait à «décrédibiliser» la police. Le député Sacha Houlié a proposé le classement de la pétition. Ratifié à main levée immédiatement. Circulez, y'a rien à voir.**

On le savait et cela reste confirmé : non seulement les macronistes sont des autocrates, mais des pétitions, même signées par des millions de personnes sur un site gouvernemental avec authentification d'identité, sont jetées à la poubelle sans une hésitation. Et des lois impopulaires et injustes sont imposées sans aucun scrupule. Nos dirigeants ne connaissent que le passage en force, le mépris, le mensonge et la répression. Et ils ne reculent que face à un rapport de force concret, massif et déterminé. Qu'il s'agisse de questions sociales, écologistes ou anticolonialistes.